

Budget UE 2028-2034 : la France encore arnaquée !

Personne 1 : Mes chers compatriotes, je veux vous parler d'un sujet d'une immense importance, qu'au bien entendu, personne n'aborde, et notamment par les candidats à l'élection présidentielle. On l'a vu lors du débat qui a été organisé avec 7 candidats, tous pour l'Europe, pour l'UE et pour l'euro, et qui a organisé le MEDEF, débat dont j'ai été exclu, le président du MEDEF ayant préféré faire venir Mme von der Leyen, l'impératrice du IV^e Reich, pour nous indiquer ce qu'il fallait faire. Ce que je veux vous dire maintenant, et qui est d'une très grande importance, c'est que dans votre dos, dans le dos de tous les Français, et d'ailleurs des candidats à l'élection présidentielle, il se passe des grandes manoeuvres pour la négociation du budget de l'UE au cours de la prochaine période septennale, qui va de 2028 à 2034. C'est ce que l'on appelle dans le jargon de l'UE le CFP, le cadre financier pluriannuel, qui est négocié entre les 27 États membres de l'UE, qui ont des intérêts divergents, donc tout le monde s'écharpe là-dedans, et qui est entré dans une phase active de négociation pour ces années 2028 -2034. Au mois de septembre de cette année, alors que les négociations ont déjà largement commencé, le président du Conseil européen actuel, c'est -à-dire M. Antonio Costa, va faire la tournée des 27 capitales pour essayer de récupérer les dernières propositions des différents États, sachant que la Commission européenne a déjà mis sur la table son projet. Elle la veut à un projet pour ce cadre financier pluriannuel de la bagatelle de 2 000 milliards d'euros pour les 7 ans, c'est -à-dire un montant sans précédent, une forte augmentation. Et elle annonce d'ailleurs qu'elle va réformer ce budget en regroupant des fonds qui sont actuellement éparpillés. Et notamment, si l'on comprend bien son projet, c'est de faire perdre la spécificité de la politique agricole qui serait regroupée dans un fond beaucoup plus important. Ce serait l'ensemble des territoires, l'aménagement du territoire et de l'agriculture, ce qui est un point fondamental sur lequel je vais venir, parce qu'il n'y a pas de détails dans ces sujets. Ce qu'il faut savoir, c'est que le Parlement européen est encore plus 10 ans, c'est -à-dire qu'il en veut plus. Il propose une augmentation de 10 % supérieure. On peut comprendre que les pays bénéficiaires net. Et que les députés, les eurodéputés émanant de ces pays veuillent augmenter le budget de l'UE dispensé par la Commission européenne. Puisque si vous avez un pays qui donne 5 et qui reçoit 10, il va être un bénéficiaire net - je pense - un petit pays de l'Est, par exemple, de 5. Et s'il dit qu'il faut multiplier par 2 le budget, ça veut dire qu'en gros, au lieu de donner 5, il donnera 10. Au lieu de recevoir 10, il recevra 20. Et qu'au bout du compte, ce qu'il reçoit sera multiplié par 2. Donc il recevra 10. Donc les pays bénéficiaires nets ont intérêt à avoir augmenté le budget de la Commission européenne. On comprend que les eurodéputés soient pous. À contrario, les pays qui sont contributeurs nets, ceux qui donnent plus d'argent qu'ils n'en reçoivent, eux, normalement, ils sont contre. C'est le cas d'ailleurs de l'Allemagne, des Pays-Bas, des Pays du Nord, de l'Europe. Eux, ils sont contributeurs nets. Ils savent par exemple que s'ils donnent 300 et qu'ils ne reçoivent que 200, ils perdent 100. Ils sont contributeurs nets de 100 milliards. Mais si on multipliait par 2 le budget, ils donneraient 600. Ils recevraient 400. Et cette fois-ci, ils seraient contributeurs nets de 200 milliards. Donc très logiquement, l'Allemagne, les Pays-Bas, les pays scandinaves sont contre. Dans cette négociation de marchands de tapis, il y a un État qui a une position complètement absurde, totalement différente des autres. C'est la France. Puisque la France, nous sommes un des principaux pays contributeurs nets, le deuxième après l'Allemagne. Mais on en redemande. C'est -à-dire que vous avez des eurodéputés français et même certains ministres, qui a priori ne comprennent strictement rien d'ailleurs à tout ça, qui exigent une augmentation du budget de l'UE. C'est particulièrement à gauche les socialistes, les mélicentristes aussi, et puis les écologistes qui ne comprennent rien. Ils se disent que si on augmente le budget par 2, on aura des subventions multipliées par 2. Ils ne comprennent pas simplement que notre contribution sera multipliée par 2. Dans ce cadre général, les négociations avancent. Et la Commission européenne a déjà fait valoir ces projets. Le premier projet, je l'ai dit à l'instant, c'est d'avoir des regroupements de fonds, que l'agriculture ne soit plus un cas séparé. Ça

serait plus généralement l'aménagement du territoire. Évidemment, ça devient très grave pour l'agriculture française, parce que dans la mesure où il y avait un fonds consacré à l'agriculture au sein de la Commission européenne, il fallait tenir compte du poids de l'agriculture française. Mais si on mélange tout ça avec d'autres priorités, il y a un risque imminent de voir les subventions à l'agriculture française dégringoler. Elles sont déjà en diminution, en attrition depuis plusieurs années. Mais il y a un risque imminent de voir les subventions diminuer, ce qui, d'ailleurs, vu de Bruxelles, pourrait se justifier, puisque l'on explique qu'il y a de moins en moins d'agriculteurs familiaux en France, ce qui est vrai, puisque la politique agricole de l'UE vise en fait à détruire ce qui reste en France d'agriculture familiale au profit de l'agrobusiness d'un côté et de quelques marchés de niche des AOP. Mais le gros du sujet est encore ailleurs. C'est l'évolution, justement, de ce budget que la Commission européenne veut voir augmenter considérablement. Et elle a d'ores et déjà fait des propositions. Et je vous invite à regarder... Je vais pas vous parler des 27 États. Mais je vous invite à regarder avec moi les propositions qui sont faites actuellement pour l'Allemagne, pour la France et pour la Pologne. D'après la Commission européenne, au cours de ces 7 ans, de 2028 -2034, l'Allemagne devrait verser en moyenne annuelle 51,4 milliards d'euros, soit 360 milliards d'euros sur 7 ans. L'Allemagne devrait recevoir 14,8 milliards d'euros par an et 104 milliards d'euros sur 7 ans. Au total, l'Allemagne, chaque année, verrait sa contribution nette de 36,6 milliards d'euros et au total, sur les 7 ans, 256 milliards d'euros. C'est le premier contributeur net. C'est colossal. Alors il est vrai que l'Allemagne est plus peuplée que la France. Elle a 80 millions d'habitants. Nous n'en avons que 65. Il est vrai que l'Allemagne a une économie très supérieure à la nôtre. Il est vrai que l'Allemagne a bénéficié et bénéficie à plein de l'euro. J'ai déjà évoqué une étude faite par un think tank allemand qui a calculé qu'entre 1999 et 2016, l'euro a coûté, sur les 17 ans, à chaque Français, 56 000 euros. En revanche, il a rapporté à chaque Allemand 23 100 euros. Et on le comprend très bien, puisque l'euro est coté sur les marchés financiers internationaux à mi-chemin entre ce que serait le Deutsche Mark d'un côté, la Drakmedreck ou bien la Pays-État italienne de l'autre côté. Voilà. Donc l'euro est trop bon marché pour l'économie allemande, donc permet à l'Allemagne de dégager des excédents commerciaux considérables, de renforcer son industrie, alors que la France, c'est trop cher pour la France. Et nous, c'est l'inverse. Donc on peut considérer que l'Allemagne étant si favorisée par l'euro... D'ailleurs, la Banque centrale européenne se situe à Frankfurt. Eh bien c'est finalement assez normal qu'elle paye beaucoup, d'autant plus que c'est le pays le plus peuplé et celui qui a la plus grosse économie de l'UE. Il est d'ailleurs très probable, il faudrait voir ça du point de vue macroéconomique, que l'euro rapporte bien davantage à l'Allemagne que celui qui lui coûte sa contribution nette. Mais malgré cela, malgré cela, le gouvernement allemand a fait savoir qu'il était hors de question d'accepter cette esquisse. Une esquisse dont je viens de vous dire qu'elle prévoit que l'Allemagne vers... serait chaque année une contribution de 51,4 milliards d'euros. Le gouvernement de Berlin a fait savoir que c'était hors de question et qu'il n'acceptera pas plus de 45 milliards, moins 6 milliards par rapport à ce que envisage la Commission européenne, dont acte. Maintenant, la France, le même tableau pour la France. Pour la France, ce que la Commission européenne a prévu, pour les 7 ans 2028 -2034, c'est une contribution annuelle de 31 milliards d'euros, soit un total annuel sur 7 ans de 217 milliards d'euros, qu'elle a France récupérer à la fois pour toutes les dotations, la PAC, la coalition, etc., d'environ 12,8... 12,87 milliards d'euros, soit environ 90,1 milliards d'euros. Et donc une contribution nette de la France au cours des 7 ans 2028 -2034, d'environ 18,13 milliards d'euros par an, soit une contribution nette de 126,9... 127 milliards d'euros versés pendant 7 ans en plus à l'UE, que l'on en reçoit. Ce sont des sommes absolument colossales, en forte croissance par rapport à aujourd'hui. Puisqu'aujourd'hui, la contribution nette chaque année est de l'ordre de 13 milliards d'euros. Et là, on nous propose de passer à 18 milliards d'euros. Ce qui est ahurissant, c'est que le gouvernement français et la plupart des candidats à l'élection présidentielle ne parlent pas de ça ou ils approuvent. Il y a même des parlementaires français, des ministres français qui approuvent. Ils approuvent cette augmentation de budget. Et ils

approuvent qu'en fait, on soit encore plus ponctionné. Sauf on l'a vu lors du débat du MEDEF. En fait, il n'y en a qu'un seul, une seule. C'est Mme Le Pen, qui a abordé la question justement de ce cadre pluriannuel de financement. Et elle a dit qu'elle ne voyait pas pourquoi la France devrait y avoir une contribution nette de plus de 5 milliards d'euros. Alors moi, d'une certaine façon, je me suis félicité de cette nouvelle approche de Mme Le Pen. Ça, parce que je ne crois pas qu'auparavant... Elle s'était beaucoup exclue depuis des années qu'elle fait de la politique sur ces questions fondamentales sur lesquelles je ne cesse d'attirer attention depuis bientôt 20 ans. C'est que pour la première fois, elle a parlé de contribution nette de ce qu'on donne au budget de l'UE. Et elle a demandé qu'on ne dépasse pas 5 milliards alors qu'actuellement, on est aux alentours de 13, ce qui permet de conclure plusieurs choses. La première chose, c'est que elle fait en fait exactement la même chose que Mertz, que le chancelier Mertz. Le chancelier Mertz, on lui annonce... La Commission européenne a prévu pour les 7 années 2028 -2034 que la contribution de l'Allemagne devrait passer à 51,2 milliards d'euros en contribution brute. C'est une somme prodigieuse. Et Mertz a dit non, non, pas question que ça dépasse 45. Et pour ce qui concerne la France, la Commission a prévu de nous taxer de l'ordre de plus de 18 milliards d'euros nets par an au lieu de 13 milliards actuellement. Et Mme Le Pen a dit non, non, pas plus de 5 milliards. Alors 5 milliards d'euros, ça fait 8 milliards de moins qu'actuellement. Et 5 milliards d'euros, ça fait 13 milliards de moins que la programmation pluriannuelle à partir de 2028. On peut donc en conclure quoi ? Mais que le raisonnement de Mme Le Pen, il est le même que celui de M. Mertz, dans des proportions plus importantes. Sauf que, comme je l'ai expliqué, la contribution très importante de l'Allemagne trouve sa contrepartie dans le fait que l'Allemagne est extrêmement favorisée par l'euro, puisque depuis des années et des années, l'euro étant moins cher que ce que serait le Deutsche Mark s'il était une monnaie indépendante, ça veut dire que les exportations allemandes sont favorisées par une monnaie qui est trop bon marché. Et en revanche, les importations sont pénalisées, ce qui fait que l'Allemagne bénéficie d'excédents commerciaux géants qui ont permis de renforcer son industrie. Et comme je le disais tout à l'heure, avec le think tank allemand, l'euro a rapporté énormément d'argent à l'Allemagne. C'est très très favorable. Donc le fait qu'il accepte d'avoir 45 milliards d'euros ou 51,2... Mais disons 45, c'est une somme colossale. Mais c'est très largement compensé, par ailleurs, par l'apport que fournit l'euro à l'économie allemande. Alors que nous, comme nous sommes très pénalisés, en réalité, même quelqu'un qui voudrait rester dans le cadre de l'UE devrait militer pour avoir zéro, puisque zéro de contribution nette. C'est -à-dire que nous ne devrions pas finalement payer pour un système qui nous défavorise complètement. Donc Mme Le Pen, en fait, accepte la poursuite de la destruction de la France à un rythme disons un petit peu atténué par rapport à ce qu'a prévu la Commission. Les autres candidats, j'en parle même pas, puisque M. Mélenchon et encore les autres, personne n'a parlé de ce cadre pur et annuel financier 2028 -2034 qui est en train d'accélérer la destruction de notre pays. Et puis le troisième pays dont je voudrais vous parler, c'est la Pologne. Regardez la Pologne. Il est prévu par la Commission européenne pendant les 7 ans 2028 -2034 que la Pologne verse 11,1 milliards d'euros, c'est -à-dire à peu près un tiers de ce que va verser la France. C'est -à-dire qu'elle verse au total 78 milliards d'euros sur les 7 ans contre 217 milliards d'euros pour la France. Il est prévu par la Commission européenne que la Pologne continue à recevoir en revanche 20,4 milliards d'euros chaque année, c'est -à-dire 143 milliards d'euros sur les 7 ans, alors que la France devrait recevoir 90 milliards d'euros. Ça veut dire que la Pologne, il est prévu par la Commission européenne qu'elle ait un solde bénéficiaire de 9,3 milliards d'euros par an et de 65 milliards d'euros au cours des 7 ans 2028 -2034. Alors là, c'est absolument scandaleux et inadmissible. J'ai déjà dit que lorsque la Pologne est entrée dans l'UE en 2004, le PIB par habitant, le niveau de vie des Polonais était de 40 % du niveau de vie des Français. En 2026, 22 ans après, le PIB par habitant de la Pologne est désormais de 80 % du PIB des Français. Leur niveau de vie est désormais... A presque rattrapé le nôtre. En tout cas, il a été multiplié par 2 en 22 ans. La question qui se pose, c'est de savoir s'ils vont rattraper et dépasser le

niveau de vie des Français. Donc sinon, on suit tout simplement mathématiquement cette courbe exponentielle. Ils ont fait plus 100 % en 22 ans. Pour passer de 80 % du niveau de vie des Français à 100 % du niveau de vie des Français, il faut une augmentation encore de 25%. Donc s'il y a eu 100 % en 22 ans, on peut dire que 25%, c'est à peu près en 5 -6 ans. Voilà. C'est -à -dire qu'aujourd'hui, on sait que si la Pologne continue cette courbe, eh bien elle devrait atteindre le niveau de vie des Français en 2026, plus ce 5. Ça fait 2031 -2032. Et ceci est confirmé par le Fonds monétaire international, qui a sorti une étude qui a indiqué que le niveau de vie des Polonais aura dépassé le niveau de vie des Français en 2034. Ils ont mis 2034 pour se donner un petit peu de marge. Et puis aura dépassé, ça veut dire s'il aura dépassé en 2034, ça veut dire qu'il va le dépasser en 2032 ou 2033. Voilà. Autrement dit, on est tout à fait en phase. Mon petit calcul sur un coin de table, la poursuite de la courbe exponentielle et le FMI donne le même résultat. Ça veut donc dire que l'on est certain que la Pologne, qui devrait d'ailleurs toujours selon le FMI avoir dépassé le niveau de vie d'Italie en 2032, donc qui devrait le dépasser dans les années 2030 -2031, on est sûr que la Pologne va dépasser le niveau de vie de la France aux alentours de 2032. Alors évidemment, il y a une conséquence considérable. C'est que ce rattrapage et ce dépassement vont se produire au cours justement de ce cadre financier pluriannuel, de ce CFP, qui va de 2028 à 2034, et dont j'ai parlé. Pendant cette période, il va y avoir... On sait pas exactement quand, mais probablement aux alentours de 2031 -2032, la Pologne va rattraper la France. Et à partir de 2032 -2033, va dépasser la France. Normalement, nos dirigeants devraient taper du poing sur la table et dire « Il est hors de question que la France continue à verser de l'argent et être contributrice nette à l'UE, alors que nous, nous ne cessons que de dégringoler ». Et à partir de 2031 -2032, c'est désormais la Pologne qui va devoir donner de l'argent. Or, je voulais montrer... Ça n'est pas du tout l'esquisse qui a été faite par la Commission européenne, qui prévoit que jusqu'en 2034, nous devrions donner 18 ,1 ou 2 milliards d'euros de contributions nettes, et la Pologne devrait recevoir 9 ,2 milliards de bénéfices nets jusqu'en 2034, c'est -à -dire y compris les années 2032, 2033, 2034, où la Pologne aura dépassé le niveau de vie moyen des Français. C'est absolument inadmissible. Il est encore plus inadmissible de constater que tous les prétendus grands candidats sélectionnés par le Ménéfle... Il n'y en a pas un seul qui a soulevé cette question. Le seul qui l'a soulevé, la seule, c'est Mme Le Pen, qui l'a un peu soulevé, mais sans parler de la Pologne, puisque Mme Le Pen, elle a dit que ça ne serait pas... Il n'y avait aucune raison pour que la contribution nette dépasse 5 milliards d'euros, c'est -à -dire qu'aujourd'hui, c'est 13 ,2. Le projet de la Commission en peine, c'est 18 ,2. Et Mme Le Pen dit non, non, pas plus de 5. Et elle dit qu'il n'y a aucune raison pour que la France verse une contribution nette supérieure à 5 milliards d'euros. Mais moi, je dis à Mme Le Pen... Alors c'est... D'une certaine façon, c'est mieux que les autres, puisqu'elle évoque la question. Et d'une certaine raison, elle l'a compris qu'il faut réduire ça. Mais moi, ce que je dis à Mme Le Pen, c'est quelle est la raison pour laquelle la France devrait verser les Français 5 milliards d'euros ? C'est pas rien, 5 milliards d'euros, hein. C'est une somme colossale. Pourquoi ? D'où est -ce qu'elle sort d'un chapeau qu'il n'y a aucune raison pour dépasser... Moi, je dis qu'il n'y a aucune raison pour que la France ait encore une contribution nette positive. Il faut que désormais... Puisque la France est en train de dégringoler, est en train de devenir un pays pauvre, eh ben il faut qu'on repasse dans le cadre des pays bénéficiaires nets. Et donc en fait, ce que devraient négocier les dirigeants français, c'est faire acter le principe lors de cette négociation qu'à partir du moment où la Pologne aura dépassé le niveau de vie de la France, c'est terminé. Elle ne peut plus être bénéficiaire nette. Elle ne peut être plus que contributrice nette et réciproquement pour la France. Sinon... Sinon, ça veut dire qu'on a des gens qui collaborent à la destruction du pays. C'est d'autant plus vrai ce que je dis que par ailleurs... Je l'ai dit, je vous envoie ma vidéo sur la Pologne qui refuse l'euro. La Pologne refuse d'adopter l'euro, puisque'ils ont compris que ça risquerait de nuire profondément leur économie, évidemment, puisque la compétitivité de la Pologne reste très inférieure à celle de l'Allemagne et que l'euro est trop cher par rapport à l'économie polonaise, donc qu'ils préfèrent

garder le zloty. C'est -à -dire que la Pologne est défendue par des gens qui sont à la fois très intelligents, mais aussi qui défendent l'intérêt de leur pays. Mais les Polonais, ils volent le beurre, l'argent du beurre, et le sourire de Mme van der Leyen, mais aussi de Mme Le Pen. Mais nous, on est dirigé... Tout parti confondu, rassemblement national compris par des gens qui probablement ne comprennent pas très bien les mécanismes, ou ils n'y ont pas beaucoup réfléchi, ou alors s'ils les comprennent et qu'ils ne réagissent pas, ce sont des chiffres molles, ce sont des lâches, et ce sont des traîtres à la patrie. Voilà ce que j'avais à dire. Vous avez ici un des sujets les plus fondamentaux de la suite des événements. Grondez sur moi. Pour les semaines et les mois qui viennent, pendant toute la campagne présidentielle, je vais demander à tous les candidats européens pourquoi ils sont d'accord pour que les Français qui seront devenus plus pauvres que les Polonais en 2030 contribuent à se saigner aux 4 veines pour donner de l'argent aux Polonais, alors que ceux-ci continueront à recevoir plus d'argent. On va voir ce que vont répondre les candidats qui osent se présenter devant vous, alors qu'ils sont soit d'une incompétence crasse, soit des traîtres à la nation, l'un n'exclut d'ailleurs pas l'autre. Pour 2027, si vous voulez vraiment sauver la France, faut vraiment maintenant arrêter de dire qu'il faut donner sa chance à Le Pen, à Mélenchon, à Gabriel Attal, etc. Non, il n'y a pas de chance à donner. La chance, vous devez la donner à la France. Sa chance de survie, c'est de sortir... C'est la dernière chance. C'est de sortir de l'UE, de l'euro et de l'OTAN, c'est -à -dire de voter en 2027 pour le candidat du Frexit et celui qui ne vous trahira pas, celui qui vous dit toujours la même chose depuis bientôt 20 ans, c'est -à -dire de voter pour François Asselineau au premier tour et au deuxième tour de l'élection présidentielle. Vive la souveraineté et l'indépendance nationale. Et vive la France.

Personne 2 : Sous-titrage par M. Jean -Pierre C.